

Le budget—M. Vincent

Monsieur le Président, on ne parle pas non plus du taux d'intérêt qui a diminué de 2 p. 100 depuis septembre 1984; du taux d'inflation qui est au même niveau qu'il était en 1971: 4 p. 100. Cela ne s'est pas vu depuis 1971, un taux d'inflation de 4 p. 100. Et en plus, si on veut comparer un peu avec l'année 1971, c'est très instructif lorsqu'on lit le plan financier. Et, peut-être pour les députés de l'opposition, à la page 36: l'impôt des particuliers en 1971, monsieur le Président, par rapport au produit national brut était de 7.7 p. 100. Et en 1985-1986, la projection était de 7.2 p. 100.

Alors, l'impôt des particuliers va être moins élevé proportionnellement au Produit national brut en 1985-1986 qu'il ne l'était en 1971-1972. Cela, monsieur le Président, on n'en parle pas. Ce sont les points positifs, ce sont les points que l'on retrouve dans le budget.

Et surtout ce qui fait mal à l'opposition, pour une première fois depuis 20 ans, il y a un ministre des Finances (M. Wilson) qui s'est levé à la Chambre et qui a dit: «Mon déficit à la fin de l'année sera de 33.8 milliards de dollars». Et, monsieur le Président, il a dit cela en mai 1985. Et en février 1986, il s'est levé, et le déficit de l'année sera effectivement de 33.8 milliards de dollars.

Mais c'est la première fois qu'un ministre des Finances ne se trompe pas dans ses prévisions. Je pense que cela démontre une autre chose, c'est qu'en novembre 1984, l'exposé économique était parfait, le budget de mai 1985 avait la continuité que l'on avait voulu donner à l'exposé de 1984, et que le budget de 1986, c'est la confirmation de l'excellent travail fait depuis 18 mois par le ministre des Finances et le gouvernement progressiste conservateur, monsieur le Président.

● (1740)

On a pris un déficit qui s'en allait vers les 39 milliards, on l'a réduit à 36 milliards. On a 33 milliards cette année, et on annonce moins de 30 milliards pour l'exercice financier 1986-1987, avec en même temps la création d'emplois, en même temps un taux d'intérêt qui est diminué, un taux d'inflation qui est diminué. Monsieur le Président, je comprends qu'ils n'aient rien à dire. Cela va bien. Malheureusement pour l'opposition, la situation économique au pays va bien.

On a fait des coupures et ces coupures-là, 70 p. 100 de la réduction du déficit proviennent des coupures dans les dépenses de l'État et un 30 p. 100 d'augmentation de taxes. Mais encore là, monsieur le Président, augmentation de taxes qui sont en conformité avec ce qu'on a toujours prêché. D'abord une surtaxe de 3 p. 100 qui s'applique à tous les Canadiens, à tous les contribuables et qui est progressive. Celui qui paie le plus d'impôt paiera un 3 p. 100 sur un montant plus élevé que celui qui est à bas salaire, et cela, monsieur le Président, c'est ce qu'on appelle une taxe progressive.

Au niveau de la taxe de vente fédérale, on a instauré un nouveau régime, le crédit d'impôt pour la taxe de vente fédérale. Cela est une bonne mesure. On n'en a pas entendu parler de l'autre côté. Les \$300 d'avance pour les familles à faible revenu qui vont recevoir au mois de novembre...

Une voix: Ils ne sont pas là.

M. Robichaud: Il y en a un.

M. Vincent: Il n'y a aucun député libéral et à côté on ne nous entend pas. Asseyez-vous et écoutez les bonnes mesures qu'il y a dans ce budget-là, vous pourrez en parler par la suite. Ils ont peur de la vérité, monsieur le Président.

Monsieur le Président, depuis jeudi dernier, j'ai participé à trois lignes ouvertes, j'ai rencontré des gens d'affaires dans le West Island avec mon collègue Gerry Weiner, j'ai rencontré des gens d'affaires dans la belle circonscription de Trois-Rivières, j'ai rencontré l'Association des contracteurs de la Mauricie. Tout le monde, monsieur le Président, est unanime! Ce budget correspond exactement aux besoins du Canada, correspond exactement à la situation économique laissée par l'ancien gouvernement. Ce n'est pas nous qui avons fait une dette de \$200 milliards, c'est l'ancien gouvernement, mais les Canadiens sont conscients que cette dette de \$200 milliards-là, augmentée par un déficit annuel de \$35 milliards, qu'ils doivent chacun à leur façon aider à la réduire; ils sont conscients que l'ancien gouvernement a créé un déficit et une dette qui n'a plus de proportion, une dette nationale avec laquelle on ne peut plus vivre. Monsieur le Président, sur \$100 milliards de dépenses dans une année au gouvernement fédéral il y a \$50 milliards qui s'en vont en programmes sociaux, il y a \$25 milliards, grâce à cet ancien gouvernement qui s'en vont en paiements d'intérêts sur les dettes qu'il a créées. Cela veut dire \$100 millions par jour. Je peux dire que les gens de la circonscription de Trois-Rivières seraient heureux d'avoir ces \$100 millions pour dépenser à des programmes sérieux et non pas en gaspillage comme cela s'est fait. Mais la facture il faut la payer et c'est aujourd'hui qu'on va la payer, monsieur le Président.

Je disais que j'ai rencontré des gens de la circonscription de Trois-Rivières, des gens de Montréal, et tous sont favorables au budget. Tous sont prêts à accepter qu'il y ait une petite facture à «prendre» et que c'est présentement qu'il faut la «prendre» parce que dans un an, dans deux ans, dans trois ans il va être trop tard! Avec 25 p. 100 par année de dépenses qui se rapportent uniquement à des intérêts payés, on ne peut plus supporter cela. C'est impossible! Il n'y a pas une entreprise qui pourrait survivre si 25 p. 100 de ces dépenses annuelles allaient en paiements strictement d'intérêts, même pas de remboursement de capital, il n'y en a pas une qui pourrait survivre, dis-je, et le gouvernement fédéral non plus.

J'ai participé à des lignes ouvertes, monsieur le Président, et les gens appellent et donnent leurs impressions. Les commentaires ont tous été favorables. Même les gens à faible revenu sont heureux des bonnes mesures qu'on a pour eux. Tout le monde est heureux sauf, naturellement, l'opposition. Malheureusement.

Je suis allé à une conférence et un monsieur m'a dit: Je suis un libéral, mais je dois admettre que votre budget est bon. Je dois admettre que votre budget est réaliste; il est sérieux.

Une voix: A Shawinigan cela?

M. Vincent: Dans la circonscription de Saint-Maurice, je n'osais pas la nommer mais je vais le faire. On admet que le budget est sérieux et réaliste et même dans une circonscription qui, d'ici peu, deviendra conservatrice, monsieur le Président.